

Impôt sur les revenus pétroliers—Loi

Même si la ministre veut que les prix baissent, rien ne garantit que les sociétés pétrolières et gazières vont transmettre ces réductions au consommateur. Ces sociétés savent qu'elles ont le gouvernement dans leur poche, qu'il fait leur volonté. Ce sont les pétrolières et non les consommateurs qui vont dire au gouvernement quelle politique adopter au sujet du pétrole et du gaz.

M. Skelly: Monsieur le Président, quels vont être les premiers bénéficiaires de la suppression de l'impôt sur les revenus pétroliers? Est-ce que le député peut nommer une société d'hydrocarbures au Canada qui serait la principale bénéficiaire de l'abolition de cet impôt, et nous dire où ailleurs qu'au Canada elle pourrait dépenser les profits énormes qu'elle gagne?

M. MacLellan: Monsieur le Président, les bénéficiaires de la suppression de l'impôt sur les revenus pétroliers vont être les grosses sociétés pétrolières du pays. Et cela parce que les cinq grandes multinationales que nous avons au Canada possèdent 75 p. 100 du pétrole ancien. Il s'agit du pétrole à \$3 le baril qui a été découvert avant 1974. Aujourd'hui, le cours mondial est tombé à moins de \$20 US le baril, alors qu'il était de \$28 US le baril il y a quelques mois. C'est encore loin de \$3 le baril du pétrole que ces multinationales ont découvert et qu'elles ont toujours dans leurs réserves. Elles vont quand même faire de gros bénéfices.

Elles se plaignent que la baisse des prix les empêchent de construire des usines de valorisation dans l'Ouest et les projets d'exploitation sous-marine comme Beaufort, Hibernia et Venture. Le pays ne va pas gober cela.

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur le Président, le débat d'aujourd'hui est très intéressant parce qu'il fait voir le côté ironique de la position du parti libéral. Je n'ai pas l'intention de m'en prendre à l'excellent discours du député de Cape Breton-The Sydneys (M. MacLellan) qui a bien cerné le problème. Je vois que la ministre d'État aux Finances (M^{me} McDougall) hoche la tête en signe d'assentiment. Elle se sent certainement coupable d'appartenir à un groupe qui ruine le pays. Je pense qu'elle comprend le problème et que, si on lui accordait plus de poids au cabinet, il y aurait moins de risque que le gouvernement continue de courir à la destruction. Peut-être devrait-il y avoir comme mon collègue le signalait un remaniement ministériel qui lui confierait le portefeuille de l'énergie.

Ce qu'il y a d'ironique cependant, c'est que les libéraux se plaignent de ce qu'on coupe la taxe sur les revenus pétroliers, alors que ce sont eux qui ont amorcé le processus. Je me souviens d'avoir présenté au cours de la dernière législature beaucoup des arguments que le député de Cape Breton-The Sydneys a invoqués dans son discours au sujet de l'effet dévastateur que cette mesure va avoir.

Je pense que le problème fondamental, c'est que la taxe sur les revenus pétroliers est une très importante source de recettes pour le gouvernement fédéral. Il s'agit essentiellement d'une redevance imposée sur les réserves que nous avons, et ces recettes sont garanties pendant les années tant de vaches maigres

que de vaches grasses. Elle peut servir à fournir des services et des avantages aux Canadiens.

Je crois savoir que la société Imperial Oil est le plus gros possesseur de pétrole ancien au Canada. Je crois savoir qu'à une époque, le prix de production de ce pétrole, qui a été découvert il y a des années et qui attend toujours qu'on l'extrait du sol, était de l'ordre de 50c. le baril à peu près. Admettons qu'il soit un peu plus élevé, si les conservateurs ne veulent pas admettre ce chiffre. Quoi qu'il en soit, le prix de production était très bas en comparaison des prix actuels.

La société Imperial Oil, qui possède les plus importantes réserves de vieux pétrole, est la plus importante bénéficiaire. Si cette taxe est supprimée, cela va procurer des superprofits à Imperial Oil et aux autres grosses multinationales du pétrole, sans aucun avantage pour les Canadiens. Rien n'empêche Imperial Oil de les investir dans la mer de Chine méridionale ou ailleurs dans le monde. Cette mesure ne fera qu'accroître les 600 millions de bénéfices qu'elle a réalisés cette année.

Et pendant que les recettes fiscales du gouvernement du Canada diminueront, cette société et les autres multinationales pétrolières feront des affaires d'or. Elles paieront moins d'impôts sur leurs bénéfices à cause des stimulants fiscaux inventés par les ministres des Finances (M. Wilson) et de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{le} Carney). Le gouvernement perdra des recettes fiscales de plus de 2 milliards de dollars soi-disant pour favoriser la prospection pétrolière et pour garantir la sécurité de nos approvisionnements. Les hausses faramineuses des bénéfices réalisés par les pétrolières ne seront pas imposées à cause des stimulants fiscaux proposés par le gouvernement qui prétend ainsi favoriser la prospection et améliorer la technologie pétrolière.

La vérité, c'est que le gouvernement accorde aux pétrolières des avantages inconditionnels qu'il n'a pas du tout l'intention d'imposer. Ce sont les contribuables qui en feront les frais car les services publics en souffriront. Le gouvernement ne pourra assurer la qualité de ses programmes comme l'enseignement postsecondaire, la création d'emplois et les services médicaux s'il fait la même chose dans tous les secteurs. Le gouvernement sabordera ses propres sources de revenus au détriment des services dont la population a besoin. Et si le gouvernement maintient ces services sans la participation des pétrolières, alors les Canadiens devront payer davantage d'impôts. En résumé, cette initiative s'inscrit dans la politique du gouvernement précédent. Étant donné sa fixation idéologique, le gouvernement actuel avait une occasion unique de poursuivre cette politique mal éclairée destinée essentiellement à favoriser les banques et les pétrolières au détriment des simples citoyens.

● (1140)

Il n'y avait donc pas de quoi s'étonner hier soir lorsqu'on a entendu la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources dire qu'elle aimerait privatiser Petro-Canada quand on connaît l'orientation du gouvernement actuel dans le domaine de l'énergie.

M. Nickerson: Bravo!